

d'inspiration locale



sance et aussi des opportunités d'emplois souvent moins coûteuses. Il ne faut pas, à l'évidence, davantage compter sur l'administration pour créer de l'emploi, surtout à l'échelle insulaire, à l'heure des restrictions budgétaires à tout crin, du non remplacement des départs en retraite, bref, de la diminution globale des effectifs sur longue période, essentielle dans un pays surchargé de dettes.

La seule création d'emplois nouveaux et durables dépend des entrepreneurs. Sur les 10 dernières années (étude KPMG 2010), la quasi-totalité des emplois nets créés en France l'ont été par des PME, et a contrario, aucun par les grandes entreprises. En Guadeloupe, où 95% du tissu entrepreneurial est tissé par les TPE-PME*, c'est dire

si la vision de l'UDE-Medef portée par Bruno Blandin en faveur des sources pérennes d'emplois — notamment pour les plus jeunes, les forces vives de l'économie locale en devenir — est pertinente et fondatrice d'un nouvel ordre économique local, à vocation caribéenne, ciblant les entrepreneurs qui innovent et défrichent de nouveaux sentiers d'insertion et de promotion collégiale.

“L'heure de nous-mêmes” sonnera-t-elle? Il est trop tôt pour l'affirmer. À chacun d'y contribuer...

● Daniel Rollé

* En 2012, l'entrepreneuriat guadeloupéen, c'est 41 000 entreprises privées employant 75 000 salariés, produisant une valeur ajoutée annuelle de 5,5 milliards d'euros.

gique que l'effort attendu de tous, “de simplification et d'imagination” rappelé par le président de la République lors de son récent passage en Guadeloupe, réussira à poser les fondations d'un retour à la croissance, à l'emploi et à l'apaisement social. Ne serait-ce que par le biais de ce “pacte pour l'emploi des jeunes” initié par l'UDE-Medef, dont l'administration a solidairement posé les bases: “guichet et formulaire unique, exonération de charges patronales et salariales”. Le substrat idéologique d'une telle organisation pratique? Faute de pouvoir offrir un avenir à sa jeunesse, un pays, une région, se condamne à la dislocation

lente. La complexité des procédures reste l'un des freins majeurs à l'embauche. Il faut d'urgence y porter remède au plan local, au cœur des services décentralisés de l'État.

Un nouvel ordre économique local ?

De telles pistes d'action sont essentielles, y compris au niveau national. Car il ne faut pas compter sur les grandes entreprises (celles de plus de 500 salariés, uniquement présente dans l'Hexagone !) pour créer de l'emploi en France. Elles sont essentiellement tournées vers l'international qui représente des marchés en plus forte crois-

Les faux arguments de la dépendance

“Il est faux d'affirmer que la Guadeloupe coûte cher ou en tout cas plus cher à la solidarité nationale que la moyenne des autres régions de France !”. L'agacement de Bruno Blandin face à la rémanence des “faux arguments” encore véhiculés par d'obsoletes consciences tient à quelques lignes statistiques incontestables : avec une population de 413 000 habitants, la Guadeloupe représente 0,6% de la population française. En 2013, son produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 19 477 euros, soit 63% de la moyenne nationale. Et l'effort budgétaire de l'État dont elle dépend s'affichait à 5850 euros, très proche de la moyenne nationale : 5669 euros.



Bruno Blandin, “patron des patrons” 2015.